



Confédération
Paysanne

Confédération paysanne du Centre-Val de Loire
Confédération paysanne de Loir-et-Cher

ACTES DU FORUM

La qualité de l'eau dans notre alimentation

30 août 2025 – Azé



FORUM

La qualité de l'eau dans notre alimentation

Organisé par les Confédérations paysannes du Centre et de Loir-et-Cher

Samedi 30 août 2025 - 14h à 16h

Ferme de Gorgeat, 41100 Azé

Table ronde, en présence de :

- Thibault Toussaint - Ingénieur spécialisé en hydrologie régénérative
- Anne-Morwenn Pastier - Géologue
- Claude Gaulandeau - Paysan



Renseignements

Confédération paysanne de Loir-et-Cher
07.71.58.11.74
contacts@confederationpaysanne41.org

Entrée libre



Confédération paysanne
Centre-Val de Loire

Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs



INTRODUCTION

Adrien Guellier, membre du comité de la Confédération paysanne de Loir-et-Cher :

Ce forum est organisé en partenariat avec le festival Pique de Rappel, qui nous accueille aujourd'hui à Azé afin de proposer un temps de conférence pendant cet événement.

L'eau est une question centrale de nos luttes depuis deux ans à la Confédération paysanne de Loir-et-Cher. Plusieurs manifestations ont été organisées ces derniers mois sur le territoire pour faire comprendre qu'il faut changer notre modèle agricole. C'est pour échanger sur le sujet que nous avons invité Claude Gaulandeu, Thibault Toussaint et Anne-Morwenn Pastier, que nous allons laisser se présenter avant de démarrer la discussion, suivi d'un temps d'échanges et de questions avec le public. Cette table ronde est enregistrée pour être ensuite rediffusée à la radio.

Claude Gaulandeu :

Je suis un jeune retraité, ancien agriculteur dans vallée de la Cisse, ruisseau qui a beaucoup évolué ces dernières années. L'eau est un sujet qui me passionne. J'étais engagé dans des organisations professionnelles agricoles, notamment de l'agriculture biologique. Il y a eu l'ouverture il y a quelques années d'un poste au comité de bassin Loire-Bretagne pour les agriculteurs biologiques, que j'ai pu intégrer, ce qui a été une expérience très formatrice.

Thibault Toussaint :

En tant qu'ingénieur, je travaillais avant dans les énergies renouvelables, notamment l'hydroélectricité, ce qui m'a amené à creuser les questions de l'eau et des rivières. J'ai ensuite fait une année de formation en agroécologie et agroforesterie. Aujourd'hui, j'ai un bureau d'étude autour de la permanence de l'eau dans les paysages, afin que l'eau ait la place adéquate pour de bons cycles de l'eau, avec l'accompagnement d'agriculteur-ices et collectivités pour repenser la place de l'eau, favoriser l'infiltration dans les sols et la bonne santé des rivières.

Anne-Morwenn Pastier :

A la base, je suis chercheuse indépendante en sciences de la terre. Il y a quelques années, je me suis séparé du monde universitaire, qui se veut neutre mais ne l'est pas. J'ai ainsi créé un laboratoire indépendant en recherches de la terre. Je suis également investie dans Bassines Non Merci 86, dont je suis une des co-porte-parole.

REGLEMENTATION ET ETAT DE LA RESSOURCE EN EAU DANS LE LOIR-ET-CHER

CLAUDE : La loi sur l'eau et les milieux aquatiques en France est une transcription d'une directive européenne, pour garantir la qualité de l'eau et mise en œuvre par les six agences de l'eau en France. Ici on dépend de l'agence de l'eau Loire-Bretagne. Ces agences sont une sorte d'assemblée qui met en œuvre cette loi sur les territoires. C'est un organisme qui rassemble différents partenaires, dont l'Etat, des élus et des usagers, ayant un important budget, environ 2.5M€ sur 5 ans, pour des actions afin d'améliorer la qualité de l'eau et financé par redevance sur l'eau. On est donc légitimes pour demander que cet argent soit bien utilisé. Les agences donnent les grandes directions, puis l'Etat applique sur le terrain les dispositions, par deux organismes principaux : la DDT (Direction Départementale des Territoires) pour la partie agriculture et territoire et les mesures quantitatives, et l'ARS (l'Agence Régionale de Santé) qui met en œuvre l'aspect sanitaire, valide et suit les analyses de l'eau.

La loi prévoit les priorités suivantes, dans cet ordre : l'eau potable, la préservation des milieux naturels et de la biodiversité, les usages économiques.

La qualité de l'eau est contrôlée localement par l'ARS, en lien avec les gestionnaires locaux de l'eau, collectivités ou entreprises privées. C'est l'ARS qui chapeaute. Les enjeux de qualité de l'eau dans le Loir-et-Cher sont principalement les pesticides et les nitrates dans les nappes, notamment dans la nappe de Beauce, constamment en hausse. Cela peut engendrer des problèmes par la suite avec le développement d'une bactérie que l'on peut trouver dans certaines conditions. Récemment, les PFAS, substances médicamenteuses, ont fait leur apparition, puis les microplastiques. Les PFAS sont un polluant éternel : une fois ingéré, on les a en nous jusqu'à notre mort. On connaît peu l'effet, mais on en trouve de plus en plus, ce qui est très inquiétant. On connaît peu l'effet de tout ça et encore moins l'effet « cocktail ».

THIBAUT : J'apporte un complément sur cette organisation et l'état de l'eau aujourd'hui. Un rapport interministériel important est sorti en 2023, qui fait date, et qui fait un état des lieux sur le traitement de l'eau potable.

Jusqu'en 2020, les systèmes de filtration étaient assez efficaces avec toutes les molécules, mais depuis 2020 et l'arrivée de molécules qu'on ne sait plus filtrer, on n'est plus en capacité de gérer les PFAS et aussi les métabolites des pesticides (dégradations des pesticides qui donnent différentes molécules en se dégradant).

Un exemple : une étude d'Eau de Vienne a été faite pour mettre en œuvre un plan de filtration, pour l'adapter et qu'il filtre ces nouvelles molécules. On arrive à un plan qui va mettre 10 ans à être mis en œuvre et entraîner une hausse du coût de l'eau de plus de 74%. La conclusion du rapport définit que l'actuelle protection des aires d'alimentation de captage est complexe et peu efficace, et elle est donc à revoir. La préservation de l'eau par rapport aux pesticides est un échec. Le rapport préconise que les DDT déclarent les aires d'alimentation de captage d'intérêt public pour imposer l'affectation du sol, pour imposer une agriculture biologique, des prairies permanentes, etc.... car la politique de gestion de la qualité de l'eau n'est pas efficiente aujourd'hui.

CLAUDE : Voici quelques éléments de l'état de la ressource en eau dans le 41 : dans le Loir-et-Cher, il y a deux nappes profondes. Pour rappel, une nappe est une anfractuosités dans la roche, donc ça stocke de l'eau, mais ce n'est pas une grosse poche.

La nappe du cénomanien dans le nord est très grosse. Ce sont des eaux très pures, de très bonne qualité. Il y a quelques prélèvements, mais on ne donne plus d'autorisation de prélever pour la garder pour l'avenir. C'est

une nappe protégée. Elle est profonde et il faut beaucoup de temps pour que l'eau s'infilte et la remplisse, c'est pour ça qu'elle est très propre, mais aussi pour ça qu'elle est précieuse, car elle se remplit très lentement.

La nappe de Beauce, au nord du département, est aussi très grosse. Son niveau est très haut actuellement avec les dernières pluies. La qualité est médiocre, car on est sur les territoires de Beauce, avec une agriculture intensive. Le pompage est restreint car il est encadré. Les agriculteur-ices ont droit à un certain quota, qui peut être adapté.

Il y a eu plusieurs interventions de la Conf 41 récemment, notamment à Averdon. Dans cette zone, on connaît depuis 25 ans le problème. Je participais déjà à des réunions sur le sujet il y a 25 ans. Les niveaux de pesticides et de nitrates sont au-delà des normes. Une unité de dépollution va être faite, mais ça coûte très cher et ils vont la connecter à d'autres sources d'eau pour mélanger et donc diluer les polluants. Pour nous, ce n'est pas une solution. Il faut traiter le problème à l'origine.

Dans les analyses des pesticides, on a les niveaux par molécule. Mais encore une fois, on connaît mal les effets des métabolites et de l'effet cocktail, on est dans le brouillard. Il n'y a pas d'interdiction là-dessus ou de seuils, pas parce que c'est inoffensif, mais parce qu'on ne sait pas, ou on ne veut pas savoir.

ADRIEN : Dès que l'on parle de zonage, de changement de pratiques, la profession majoritairement répond : il ne suffit pas d'arrêter de produire en conventionnel autour des captages, car l'eau circule. On est d'accord, c'est complexe, il faut changer tout le modèle agricole. Mais il faut bien partir de quelque part, donc des zonages. Mais dès que l'on demande à changer, c'est une levée de boucliers direct. Les politiques face à des situations graves ne font pas ce qu'il faut. A Vendôme, il y a une mauvaise qualité de l'eau à la sortie du forage, mais grâce à la dilution, on tient les niveaux. C'est grâce à des solutions très chères, nos politiques sont désarmés et la profession subit aussi ce système.

ANNE-MORWENN : Sur la nappe du cénomaniens, le temps de résidence de l'eau est très long. C'est une eau très vieille, qui a parfois 10 000 ou 30 000 ans. Donc l'eau que l'on puise est de bonne qualité. Mais il va falloir beaucoup de temps pour que ça se re-remplisse. Comme on pompe, on accélère la circulation de l'eau et donc la circulation des pesticides.

CLAUDE : Pour la Loire, le niveau du débit est géré par deux barrages en Lozère. On largue de l'eau suffisamment pour qu'elle soit à un débit minimum de 50m³ par seconde. C'est le débit minimum qui permet de refroidir les centrales qui sont sur la Loire. La Loire est aussi alimentée par les rivières locales, mais elle est régulée par les barrages. Il y a pompage aussi à certains endroits pour l'eau potable, comme à Blois qui a une station avec potabilisation.

Les affluents de la Loire sont souvent très chargés en pesticides et nitrates. On réduit le niveau de la Loire à son minimum, et les affluents amènent de l'eau polluée, donc le niveau de polluants dans la Loire devient plus haut par phénomène de concentration. Le manque d'eau est aussi un effet de réchauffement de la température, et beaucoup d'alevins ne survivent pas en période de canicule, la biodiversité change. La présence de nitrates génère aussi des algues. C'est une période où il y en a beaucoup, dues aux nitrates qui arrivent de la plaine de Beauce.

Pour le Cher, aujourd'hui le niveau est très bas et alimenté par des nappes de surfaces. Avec les étés que nous avons, les périodes d'à sec sont récurrentes. La préfecture a mis un niveau d'alerte renforcé pour diminuer les usages de l'eau et garder suffisamment d'eau pour la biodiversité, mais on n'y arrive pas trop. Il y a de la casse niveau biodiversité : problèmes d'oxygène, de température élevée, et ça empêche les poissons de respirer. Le long du Cher, il y a beaucoup de cultures de maïs et de soja. Le soja a besoin d'irrigation tardive, à un moment où la rivière est en difficulté. Du coup, il faudrait faire des choix : une irrigation soit de printemps soit d'été, on ne peut pas tout faire et dire ensuite qu'on manque d'eau pour les cultures.

AGIR SUR LA QUALITE DE L'EAU A L'ECHELLE DU PAYSAGE

THIBAUT : Comment peut-on agir sur les systèmes agricoles, à partir des cycles de l'eau naturels ?

Je travaille sur la présence de l'eau dans le paysage avec les agriculteur-ices, en partant du cycle naturel de l'eau, en voyant quelles composantes peuvent s'exprimer.

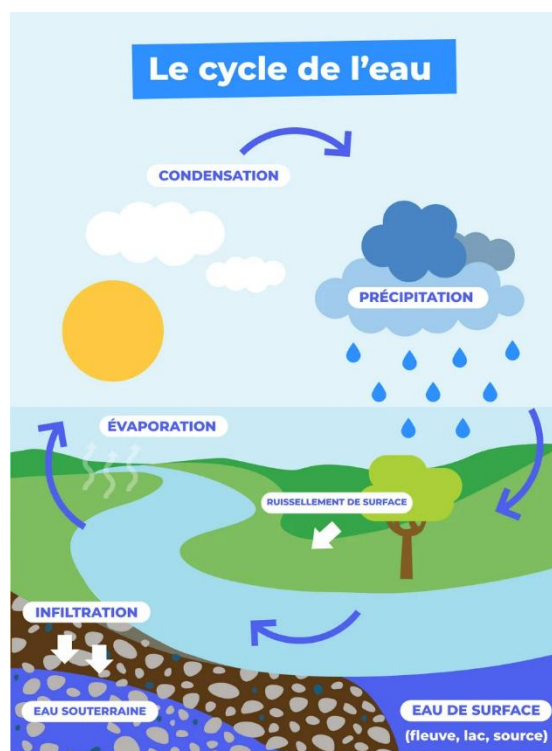
Pour reprendre le schéma : Mer → évaporation → nuage → avec le vent se retrouve au-dessus des terres → montagne → précipitations → ruissellement au sol et infiltration, captage par la végétation.

La végétation évapore beaucoup, c'est ce que l'on appelle l'eau verte. On oublie souvent l'eau verte, qui est l'eau recyclée par évapotranspiration des plantes. En France, c'est 20% des pluies, mais quand les nuages se forment, il y a une certaine quantité d'eau présente et il faut atteindre un certain seuil pour que ça se transforme en pluie. Si on n'a pas le complément des plantes, il n'y a pas assez d'eau pour générer les pluies. C'est un élément important à avoir en tête. Planter des arbres, c'est aussi cultiver la pluie.

Les agriculteur-ices peuvent influencer de plusieurs manières sur l'aspect de transpiration des plantes, liée au fait que le territoire respire. Par exemple, lors des moissons en juin dans les plaines céréalières, la végétation atteint son cycle final, et il n'y a pas d'autres végétations qui prennent le relais. C'est-à-dire qu'à un moment donné, tout le territoire cesse de transpirer et donc on n'a plus cet approvisionnement. Le phénomène de transpiration est aussi rafraichissant, donc sans ça, il y a création d'îlots de chaleur.

Un autre aspect sur lequel peuvent influencer les agriculteur-ices est le ruissellement/ l'infiltration. Le ruissellement c'est un écoulement : l'eau coule en surface jusqu'au prochain cours d'eau, fossé, etc. et retourne à la mer. Il y a beaucoup d'enjeux : si trop d'eau ruisselle, ça entraîne des coulées de boue, de la perte de sol. Un sol « vivant » permet d'infiltrer l'eau et recharger les nappes. Donc on peut jouer là-dessus. La santé des rivières se joue à l'échelle des bassins versants, avec la fréquentation animale dans les élevages qui vient polluer les cours d'eau. On peut avoir des pratiques de mise en défense pour empêcher l'accès des rivières par les animaux, pour préserver le bon état écologique de la rivière.

J'ai travaillé récemment avec des agriculteur-ices dans la Drome et dans l'Hérault pour repenser la place de l'eau sur une parcelle. Je prends l'exemple d'une ferme en polyculture élevage, où nous nous sommes attardés sur une parcelle de céréales. Après de la pluie pendant deux semaines, une énorme ravine s'est créée dans son champ. La terre était partie. Il est près du début de la rivière, c'est un petit ruisseau. Le terrain est en pente, donc la terre est descendue. On a regardé comment l'eau s'écoule sur le terrain, avec les courbes de niveau, pour savoir où l'eau part et où elle stagne. Du coup, on a changé le sens de cultures et on a fait les lignes en décalage, pour croiser les courbes de niveau, pour que l'eau se répartisse dans les sillons de culture et qu'elle aille dans les zones les plus sèches. On a créé une mare tampon à un endroit pour accueillir l'eau



Le cycle de l'eau – GoStudent

du voisin qui arrive à un endroit sans pouvoir l'empêcher et qui stagne. L'objectif est que ça s'infiltrer. En prolongement, s'il y a trop d'eau, elle va descendre le long d'un fossé avec redent, c'est-à-dire des tas de pierres. Ainsi l'eau sera freinée puis qui stagnera au niveau des tas de pierres, et pourra s'infiltrer. Pour freiner encore l'eau, on a créé un talus avec une double haie et une petite noue. La haie est alimentée par la pluie qui stagne et s'infiltrer dans le fossé. Le fossé est en travers de la parcelle. En sortie de parcelle, il y a des lits de cailloux pour freiner encore l'eau et la diffuser. Tout ça pour contrer un problème d'érosion. Cette démarche s'inscrit dans un projet plus large d'une communauté de communes en Drome-Ardèche, qui crée des espaces tests chez les agriculteur-ices pour tester ces infrastructures d'hydrologie régénérative, pour limiter l'érosion avec l'eau et maximiser l'infiltration.

Il existe des solutions adaptables dans différents territoires, même en plaine, avec d'autres dispositifs (bandes enherbées, fascines (haies de bois mort), etc...)

Il y a donc deux éléments clés : un sol vivant et la plantation de haies. Une haie de 10 mètres de haut protège environ 10 fois la surface derrière au niveau du vent. Ça limite le vent, donc l'évapotranspiration des plantes et donc le besoin en eau.

ADRIEN : Les agriculteur-ices sont les premières victimes de tout ça. On croûle sous l'endettement, et l'investissement perpétuel. On est bloqué dans un système.

LE STOCKAGE, LES FAUSSES BONNES SOLUTIONS

ANNE-MORWENN : Je vais parler d'une fausse solution pour remédier aux effets du remembrement, qui a consisté en l'arrachage des haies et aussi changer les cours d'eau pour qu'ils circulent droits et les curer, pour évacuer l'eau le plus vite possible. Donc l'été il n'y a plus d'eau, ce qui a engendré la « merveilleuse idée » des bassines.

Les bassines sont de très gros réservoirs, des cratères creusés de plusieurs hectares (de 1 ou 2 hectares à une vingtaine). On remplit par pompage en général dans les nappes, parfois dans les rivières et pendant l'hiver. L'idée est que comme l'eau est excédentaire, on la prend l'hiver. Fin des années 1990 - début des années 2000, les premières bassines sont apparues. En Vendée par exemple, on analyse des données hydrologiques mais il n'y avait pas de débitmètre avant, donc on ne peut pas dire si ça a amélioré la vie des cours d'eau. Sur la rivière de l'Autize, il y a la plus grosse concentration de bassines en France. Elle est encore à sec, même depuis la construction des bassines.

Il faut aussi des conditions de remplissage : il est possible de prélever quand les nappes sont à un certain niveau. Mais le niveau où ils ont le droit de remplir sont des niveaux où les rivières peuvent être encore à sec, donc ça ne sauve pas les cours d'eau. Sur les nappes, on voit l'amélioration du niveau minimum des nappes, mais de toute façon, il y a un seuil en-dessous duquel ils ne peuvent pas aller, donc c'est difficile de juger à quel point ça aide au niveau des nappes. Par le passé, il y a eu d'énormes abus d'irrigation vers le marais poitevin. La nappe est beaucoup descendue. Tellement descendue que la mer est rentrée et ils ont irrigué avec de l'eau salée, donc les cultures ont grillé. Ils ont mis des niveaux d'alerte, mais des niveaux tellement bas, que problème a perduré.

Il y a aussi un problème d'artificialisation (ce sont plusieurs hectares avec des bâches en plastique) et de privatisation de l'eau de la nappe.

Les impacts politiques sont moindres. Il n'y a pas de changement de modèle agricole, il y a toujours des pesticides, toujours les mêmes cultures.

En France on est beaucoup sous influence de la Méditerranée, et les modèles marchent mal autour de la méditerranée. On ne sait pas si on aura plus ou moins d'eau. Ce qu'on voit c'est une augmentation de la température, pas de changement en moyenne des précipitations au total, mais des précipitations plus tardives. Donc la recharge des nappes qui commençait en septembre-octobre, maintenant est plus tardive. Ce qu'on sait aussi, c'est que les pluies seront plus aléatoires. Si on augmente d'un degré, on met 7% de plus d'eau dans l'air. Ça veut dire des précipitations plus intenses, et donc air plus demandeur en eau, donc plus de sécheresse aussi. Il faut donc des solutions pérennes pour remettre de l'humidité un peu partout.

En Vendée, ils ont proposé un autre mode de gestion de l'eau. On peut l'appliquer demain, ça ne coûte rien. Il faut juste passer 2000 hectares de céréales en prairie et/ou en maraichage. Ça permettrait de stocker des millions de mètres cube d'eau dans la nappe, mais il y a un blocage d'ordre idéologique.

ADRIEN : L'eau c'est la première source d'alimentation. Il faut prendre cette question très au sérieux. Le modèle agricole a un impact direct sur cette ressource. On est vraiment dans cette situation-là. Le réchauffement climatique on le vit. La société en prend conscience. Il faut faire bouger nos politiques, c'est ce qu'on essaie de faire nous.

ECHANGES AVEC LE PUBLIC

QUESTION : Dans le marais poitevin, c'étaient des prairies avant non ? Est-ce que cela veut dire que l'on doit revenir en arrière ?

ANNE-MORWENN : Oui. Mais c'est un milieu très artificiel.

THIBAUT : On sait qu'un sol est capable de prendre beaucoup d'eau en peu de temps, il est structuré par la vie, et la porosité biologique est capable de tenir 8 ans avant de se détériorer. Il est très résilient à l'eau. On sait que le labour est dommageable pour la vie du sol, et il est souvent fait à une saison où la population de vers de terre est conséquente. On peut ainsi beaucoup la réduire au moment où on fait le labour. La technique de non travail du sol est un élément de « ce n'était pas mieux avant ». Depuis la seconde guerre mondiale, les outils sont plus puissants et on laboure beaucoup plus profond, on agresse le sol bien plus intensément par rapport à avant. Donc là-dessus, c'était un peu mieux avant.

QUESTION : Est-ce que l'eau rejetée par centrales nucléaires a un impact sur l'eau ?

CLAUDE : Non. L'eau refroidit la centrale et ressort en vapeur et en eau courante, en même quantité, avec une forme plus concentrée quand elle ressort.

THIBAUT : Il y a un problème de la température de l'eau qui est plus chaude quand elle est rejetée. Il y a donc un problème dans les périodes d'à sec, avec une température qui s'élève beaucoup, ce qui est préjudiciable à biodiversité.

QUESTION : Le meilleur sol qui soit c'est la prairie permanente, mais du coup il faut de l'élevage et donc des éleveur.euses. On est tous acteurs du cycle de l'alimentation. J'invite à tout le monde à réfléchir à ses choix, quand on consomme. On peut aussi faire en sorte que des éleveurs puissent s'installer.

ANNE-MORWENN : On voit une baisse de la consommation de viande. Vu l'état des finances des familles de ce pays, ce n'est pas facile de consommer de la viande bio.

QUESTION : Il y a 4 sites de centrales nucléaires en région Centre. 53% des prélèvements d'eau sont liés au refroidissement des centrales, pour refroidir par des tours, pour la ressortir plus chaude. Concernant la qualité de l'eau, les centrales émettent du tritium, qui traverse toutes les parois, et devient donc présent dans la Loire et l'eau de consommation. Je soutiens les propos de mon collègue : dans les pentes, c'est nouveau que l'on laboure, parce qu'on a la puissance. Mais si son arrête le labour, on utilise du glyphosate. Donc il faut supprimer une partie et mettre des prairies, mais ne pas condamner tous les labours. Il ne faut pas diaboliser le labour.

THIBAULT : Quand on cultive, on tire le système en dehors de son équilibre. Si on veut installer une culture, on va forcer le système, donc on doit mettre de l'énergie, on a forcément un impact sur le milieu. Le labour est une des solutions pour s'affranchir de ce qu'il y a en place. Aujourd'hui il existe des solutions pour se passer du labour, des expérimentations qui sont menées, notamment pour gérer les adventices autrement.

CLAUDE : Pour les agriculteur-ices sans pesticides, ils sont un peu obligés de faire du labour. Il y a eu beaucoup de recherches pour améliorer ça et limiter les travaux du sol. Ce n'est pas simple, il faut du temps.

QUESTION : J'ai connu le moment du remembrement pour améliorer la productivité avec des machines. Ça repose la question : à quel moment une entreprise agricole est rentable pour un couple, une famille ? Comment on arrive à vivre avec une agriculture moins productiviste ?

CLAUDE : Il n'y a pas de modèle miracle. Nous on plaide pour des fermes complexes, un modèle qui convient à son territoire, économiquement, retrouver des exploitations pas hyper spécialisées, revenir à des exploitations à multiples activités pour une rentabilité.

ADRIEN : On y arrive avec des fermes diversifiées, qui ont une multitude d'ateliers, de la vente en circuits courts et une meilleure gestion des filières.

QUESTION : Je suis urbaniste. Je voulais revenir à la notion de services rendus. Les agriculteur-ices nous nourrissent. Quand je vois ce schéma de l'eau, ma question est : dans le cycle de l'eau, quand tu parles d'eau verte, est-ce qu'au passage les arbres dépolluent ? L'agriculture pourrait aussi rendre ce service.

THIBAULT : C'est sûr pour les arbres en bordure de cours d'eau et sur les parcelles, surtout pour la retenue des particules fines. Mais la dégradation des polluants dans la vie du sol, je ne maîtrise pas. Ce qui est sûr c'est que ça empêche que ça aille plus loin.

CLAUDE : Quand l'eau arrive dans vallée de la Cisse, par les zones de marécage, on constate que le niveau de polluants à la sortie est plus bas. C'est le rôle des zones humides.

QUESTION : Il existe des stratégies de stockage de CO2 ou de stockage de matière polluante. Si on ne fait pas ça, on va constamment augmenter la pollution partout.

ANNE-MORWENN : La vraie solution, c'est plutôt d'arrêter de mettre des produits.

QUESTION : Donc il faut diminuer le labour ?

ANNE-MORWENN : Il existe un bureau d'étude qui a créé un modèle agroécologique pour l'Europe (Xavier Poux et Pierre-Marie Aubert – « Une Europe agroécologique en 2050 »). Ce sont des réflexions sur une agriculture sans intrants de synthèse, et plusieurs mesures, avec une agriculture biologique, la diminution de rendement de 30%. Aujourd'hui, les rendements font le yoyo. Sur des écosystèmes dégradés, on voit du yoyo avant l'effondrement du système. Si on anticipe cette diminution de rendement, on la généralise et les 70% qui restent on les sécurise. Ça donne des assiettes équilibrées pour toute l'Europe. Si on accepte la diminution des rendements et qu'on le prend en compte, on peut s'en sortir. C'est le scénario « TYFA – Ten Years For Agroecology ».

CLAUDE : Il existe des dispositifs pour pesticides et nitrates : le plan Ecophyto et nitrates, les directives nitrates. Ce sont des règlements assez précis. Ils considèrent qu'il faut semer les cultures pour capter les nitrates à l'automne. Mais ça ne marche pas.

QUESTION : **Concernant les pesticides, pourquoi on n'incrimine pas les labos ? On n'en parle jamais.**

CLAUDE : Il y a des procès de gens contaminés. Des gens font le choix du bio. Mais les financements de la PAC encouragent indirectement l'utilisation de pesticides dans l'agriculture industrielle.

QUESTION : **Quel est le coût de la dépollution ?**

CLAUDE : Ce sont des sommes considérables. Avec la Conf, on est intervenu à Saint-Denis-sur-Loire. Le préventif couterait sûrement moins cher que le curatif, mais les élu.es, leur obligation c'est de donner de l'eau potable aux habitant.es, donc on installe une station pour fournir l'eau aux citoyens. On a obtenu que la zone d'aire d'alimentation du captage soit définie pour mettre des cultures sans pesticides autour de la station. A termes, avec les problèmes de santé, on monte à des coûts hallucinants.

ANNE-MORWENN : Au niveau du sol, on ne sait même pas dépolluer certains métabolites. Beaucoup de recherches sont à faire. Mais par rapport à ce que Monsanto ou Bayer a fait comme recherches, il y a beaucoup moins de recherches sur dépollution des sols. Un autre problème c'est à quel point faire de la recherche sur la dépollution des sols va permettre de continuer à utiliser des pesticides ?

QUESTION : **Sur des prairies temporaires, il faut la laisser combien de temps pour que cela ait un effet intéressant sur l'infiltration de l'eau, ou alors ce n'est pas du tout aussi intéressant que la prairie permanente ?**

THIBAULT : Les plantes ne sont pas perforatrices, donc il faut être attentif au fait qu'il n'y ait pas de croûte ou un sol trop compacté, mais sinon en quelques années si les racines peuvent descendre, ça peut vite revenir. Donc l'enjeu c'est de vérifier qu'il n'y a pas croûte. Ça peut empêcher l'installation de la prairie.

CLAUDE : La question du poids des engins aussi, c'est sous-estimé. Ils sont de plus en plus lourds, ça compacte les sols et génère des problèmes.

QUESTION : **On sait l'importance des arbres pour l'eau. Comment on autorise l'arrachage de bois en grande quantité ?**

THIBAULT : Je n'ai pas de réponse pour la forêt. Mais ce qui est faisable en agroforesterie, c'est se permettre des coupes importantes sur les haies, avec des rotations entre 15 et 25 ans, avec la valorisation ici des haies en bois de chauffage. Donc on peut recouper à ras une haie, tant qu'on s'assure du renouvellement de son patrimoine. Si on laisse une haie poussée longtemps, ce seront des arbres forestiers, mais une lisière de forêt, pas encore un équilibre de forêt. Quand on coupe la haie, on peut retrouver en 3-4 ans quasi la hauteur qu'on avait avant la coupe. Après il faut définir le mode d'exploitation adapté. Ce n'est pas parce qu'on fait une coupe intense qu'on perd son patrimoine.

ANNE-MORWENN : Il y a des coupes rases, mais « on » sait qu'il faut des arbres pour l'eau. Mais le « on » qui décide, ce n'est pas nous ici. Les objectifs des décideurs ne sont pas les nôtres.

QUESTION : **En Vendée, il y a donc eu la proposition de transformer des cultures en prairies permanentes. J'imagine qu'il y a eu un argumentaire qui a été refusé. Quelle compensation a été proposée ?**

ANNE-MORWENN : Les interlocuteurs que j'avais étaient en réunion PTGE Vendée, avec des usagers de l'eau, des institutions, des associations environnementales... Je leur ai parlé vraiment de stockage d'eau, de manière pragmatique. Ça a provoqué de l'embarras, car ce ne sont que quelques propriétaires et

agriculteur-ices qui bloquent sur le stockage. Ça ne me dérangerait pas que les prairies soient communales et que l'on dédommage. Avec les bassines, on arrive à un moment où il y a un conflit interne, car une poignée bloque contre des solutions qui seraient bénéfiques à la majorité.

QUESTION : Quand un agriculteur fait du maïs, il achète beaucoup de choses, et fait tourner les industriels et les producteurs de produits phytosanitaires. Il y a tellement de gens qui vivent sur leur dos, que ça ne peut pas s'arrêter du jour au lendemain. Avec de l'élevage en prairies, la vache mange et on prend ce que produit la vache. Il y a très peu de dépenses. Les industriels communiquent beaucoup pour favoriser les ventes. Par exemple, Monsanto qui a fait passer des messages faux sur le non-labour, pour le favoriser. Certains cassent aussi l'image de l'élevage pour vendre de nouveaux produits, de la fausse viande etc. L'industrie va se mettre à produire les mêmes choses que l'agriculture. La polyculture-élevage respecte un cycle qui existe depuis des lustres. L'industrie est en train de détruire ça pour vendre.

CLAUDE : Il y a des réunions de la préfecture pour faire le point sur les bassines dans le 41. Ce sont des petites bassines, financées de manière privée. Un éleveur dans le Perche a créé une bassine pour faire du maïs pour ses vaches et ça a été présenté comme vertueux, alors qu'en réalité, il faudrait arrêter de donner du maïs aux vaches.

QUESTION : L'agriculture est très aidée. Chaque agriculteur-ice touche des sommes d'argent public. Un des leviers importants, c'est de revendiquer qu'il faut orienter ces aides, donner des aides pour changer les pratiques. Il faut être aidés, mais aussi contrôler pour faire évoluer l'agriculture dans le bon sens.

QUESTION : J'ai vu des expériences il y a quelques années avec des fleurs, des jachères fleuries. Ça n'existe plus ?

CLAUDE : Est-ce que ce n'est pas l'arbre qui cache la forêt ? C'est le désert dans toute la plaine et puis au bord de la route, on met des fleurs pour faire vivre quelques insectes ? C'est de la communication.

THIBAULT : Je rajoute quelques ressources :

- le Réseau Haies,
- le livre « Fake or not – L'eau » pour ceux qui aiment beaucoup les chiffres,
- l'association pour une hydrologie régénérative, avec l'idée de fédérer des dynamiques locales, et qui mesure aussi les effets des bénéfices de l'hydrologie régénérative sur des parcelles.

ADRIEN : Merci à toutes d'être venus, aux intervenant.es et au Conseil régional.